



## Sommet spatial : Merz absent, les divergences franco-allemandes persistent



Après les désistements des poids lourds américains SpaceX et Blue Origin, le sommet international de l'espace prévu la semaine prochaine à Paris essuie un nouveau revers : le chancelier allemand Friedrich Merz, qui devait coprésider l'évènement avec Emmanuel Macron, ne viendra pas en raison d'un agenda intérieur chargé.

« A ce stade, le chancelier ne peut pas participer » au sommet qui se tiendra les 9 et 10 septembre, en raison des « contraintes politiques » internes, a annoncé vendredi l'Elysée.

L'Allemagne sera représentée par ses ministres de la Défense, Boris Pistorius, et de l'Espace, Dorothee Bär.

Questionné à Berlin pour savoir s'il y avait une raison politique à cette absence, Sebastian Hiller, porte-parole adjoint du gouvernement allemand, a répondu qu'il « ne restait pas beaucoup de marge, pour être précis, aucune marge », dans le calendrier chargé du chancelier Merz.

Mercredi, il fera un discours au Bundestag et recevra le président du Conseil européen, Antonio Costa, et jeudi il s'entretiendra avec le président des Emirats Arabes Unis, Mohamed bin Zayed Al-Nahyan, a précisé le porte-parole.

« On va coprésider le sommet spatial international en septembre », avait pourtant déclaré M. Macron à Brühl, près de Cologne, le 17 juillet, au cours d'une conférence de presse conjointe avec M. Merz.

- Divergences et rivalités -

Durant la préparation de ce sommet, Français et Allemands « s'entendaient très bien pour parler de tous les sujets en n'excluant pas des sujets sur lesquels il y a des divergences d'appréciation, voire de la rivalité », souligne-t-on à l'Elysée à quelques jours du sommet.



De nombreux industriels allemands dont OHB seront présents au Grand Palais qui accueillera l'évènement.

Le cas du fabricant allemand de satellites OHB illustre les ambiguïtés du rapprochement franco-allemand dans le spatial : engagé dans la constellation européenne Iris<sup>3</sup>, dont il vient de décrocher une importante commande, OHB travaille parallèlement avec Rheinmetall et Airbus sur une constellation militaire destinée à la Bundeswehr. Berlin défend ainsi à la fois le projet européen et le développement de capacités nationales, là où Paris privilégie traditionnellement la mutualisation européenne au nom de la souveraineté.

OHB s'oppose également au projet de mégafusion dans les satellites européens qui doit réunir les activités satellitaires d'Airbus, Thales et Leonardo, car il craint qu'un tel géant ne réduise la concurrence en Europe et ne l'exclue des grands contrats spatiaux.

Selon le média La Lettre, l'organisation du sommet a encore été complexifiée par les tractations entre Français et Allemands qui se poursuivent cette semaine à Bruxelles pour faire émerger une déclaration pro-européenne commune de la Commission et des Vingt-Sept, Berlin refusant les critères de préférence européenne que la France souhaite appliquer aux 60 milliards d'euros dédiés à l'espace dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union.

Pour l'industrie spatiale française, promouvoir la préférence européenne est l'un des enjeux de ce sommet.

« Il est clair que la préférence européenne doit être un des critères » dans le spatial comme dans la défense, a déclaré cette semaine Hervé Derrey, PDG de Thales Alenia Space et président de la commission espace du Gifas qui réunit les acteurs de la filière aérospatiale française, au cours d'un point de presse.

Il a par ailleurs déploré la fragmentation dans le spatial européen et les velléités de « certains pays » de « développer des activités redondantes et concurrentes avec ce qui existe » profitant de l'argent injecté dans le spatial, dans une allusion à l'Allemagne qui prévoit de consacrer 35 milliards d'euros d'ici 2030 au développement de ses capacités spatiales militaires.

vl-clp-neo/uh/frd/